



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Avant-propos

Mme Isabel Boussard, Mr Bernard Wolfer

Citer ce document / Cite this document :

Boussard Isabel, Wolfer Bernard. Avant-propos. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? p. 3;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4171

Fichier pdf généré le 08/05/2018

AVANT-PROPOS

Préparant cette session, les organisateurs poursuivaient quatre objectifs principaux qu'ils espèrent avoir atteints, au moins partiellement. Le premier était de se situer dans un cadre géographique large. Il n'était pas possible de traiter l'ensemble du sujet sur le plan international, mais il n'était pas question, non plus, de rester enfermés dans nos frontières. Deux représentants de la Commission des communautés européennes (CCE) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont venus parler des problèmes tels qu'ils se posent aux pays occidentaux, y compris le Japon. La CCE a engagé une vaste opération quinquennale de développement rural, visant surtout les zones fragiles et l'OCDE se préoccupe de faire bouger les structures et les mentalités. Les comparaisons avec les pays étrangers ont été nombreuses : Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Autriche, Malaisie, Inde, Thaïlande, Haïti, Brésil.

Le deuxième objectif était d'envisager le « rural » et non pas seulement l'« agricole », ceci aussi bien au niveau politique : rôle des maires ruraux, discours des hommes politiques sur ce monde en rapide transformation, que sur le plan sociologique : modifications des conditions de vie et des pratiques, attitudes des jeunes, moins contrastées à l'heure actuelle entre villes et campagnes, nouvelle pastorale religieuse. La baisse de la pratique religieuse est concomitante de celle du nombre d'agriculteurs, sans qu'il soit possible d'établir un lien entre les deux. Le développement des services modifie la définition même de la ruralité qui s'oriente de la « sectorialité » vers la « localité ».

Le troisième objectif était d'affirmer une volonté d'ouverture pluridisciplinaire. Si la SFER est une société d'économistes, ces économistes ne sont nullement prisonniers de leur discipline et accueillent favorablement des collègues venus d'ailleurs. On a déjà évoqué les politistes et les sociologues, mais on entendit aussi des démographes de l'Institut national d'études démographiques (INED), ayant un souci de clarification des concepts, indispensable à la réflexion scientifique sur la ruralité. Un représentant du Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) commenta les récentes données tirées du Recensement général de l'agriculture de 1988 : concentration des exploitations, progression du fermage, évolution des Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC). Les géographes ont insisté sur la nécessité de l'alliance entre paysans et ruraux qui établissent entre eux de nouveaux rapports fondés, non seulement sur des échanges économiques, mais aussi sur une fusion culturelle nécessaire. Comme chez les jeunes, les différences s'estompent et les comportements se rapprochent. Des représentants du ministère de l'Agriculture ont mis l'accent sur la nouvelle optique qui est désormais la leur : l'aménagement rural les préoccupe maintenant tout autant que les rendements à l'hectare. Certains peuvent regretter dès lors que ce ministère n'ait pas repris la dénomination qu'il avait de 1972 à 1974 : ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Une historienne rappela que l'on ne peut envisager l'avenir sans tenir compte du poids du passé. C'était en effet le dernier objectif : prévoir, ou tenter de prévoir ce que vont être les prochaines années. Objectif ambitieux, certes, voire utopique, mais les changements qui s'opèrent sous nos yeux invitent à la prospective. S'il n'est pas certain que la population rurale se stabilise ou progresse, comme elle l'a fait récemment, il est probable qu'une nouvelle ruralité s'installe. En effet, il est évident que la diversification à la campagne ne fera que s'accroître. L'extension de la panoplie des activités de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) en est une preuve et a été largement évoquée. Le métier d'agriculteur se transforme : un entrepreneur agricole se double d'un entrepreneur de petite industrie, de tourisme, d'un artisan, d'un acteur de l'environnement.

L'avenir qui se profile met en cause aussi bien l'espace que l'homme. La première journée de cette session a été plutôt consacrée à l'espace, son réaménagement, sa réorganisation. La seconde a tenté de situer l'homme dans cet espace : la modification de son univers intellectuel et moral, ses nouvelles responsabilités, les décisions qu'il prend et cherche à faire entrer dans les faits.

« Y aura-t-il encore demain des villes et des campagnes ? » était la question, un rien provocante, posée lors de la table ronde de la dernière séance. Les réponses des intervenants montrent, à tout le moins, que l'opposition traditionnelle, ville-campagne, notamment fondée sur la domination de la ville sur la campagne, demeure. Mais aussi qu'un continuum marque l'effacement de nombreuses différences de comportements, d'attitudes et même de situations économiques et sociales. Les contrastes apparaissent peut-être plus aujourd'hui entre régions riches et pauvres, contrastes auxquels les villes participent autant que les campagnes.

Les organisateurs remercient vivement les responsables du ministère de l'Agriculture et de la Commission des Communautés européennes qui ont aidé financièrement à la tenue de la session. Leur reconnaissance va tout spécialement à la secrétaire de la SFER, Madame Nicole Bauchet, dont la compétence ne le cède qu'à l'efficacité, ainsi qu'aux auteurs qui se sont prêtés de bonne grâce aux impératifs de la publication.

Isabel BOUSSARD (FNSP)

Bernard WOLFER (INRA)